

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2146

Edition du
19 décembre 2016

DANS CE NUMÉRO

Réalisme socialiste (Yvette Jaggi)

Le parti socialiste suisse reconnaît les élites et la classe moyenne

RIE III: lucratifs intérêts notionnels, astucieuse «patent box» (Jean-Daniel Delley)

Cinquième volet de notre série sur la réforme de l'imposition des entreprises

Politique, société et médias: des choix stratégiques s'imposent (François-Xavier Viallon)

En proposant une suppression pure et simple de la redevance, l'initiative No Billag ne répond pas aux enjeux médiatiques de l'ère numérique

Pestalozzi dans le contexte des influences intellectuelles et des attentes politiques de son temps (Pierre Jeanneret)

Daniel Tröhler, *Pestalozzi au cœur du «tournant pédagogique»* (traduit par Marianne Enckell), Lausanne, Antipodes, 2016, 155 pages

Espresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

Réalisme socialiste

Le parti socialiste suisse reconnaît les élites et la classe moyenne

Yvette Jaggi - 19 décembre 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/30644>

En cet automne 2016, le parti socialiste suisse (PSS) aura fait preuve d'un réalisme inattendu, renvoyant dos à dos les militants de sa Jeunesse anticapitaliste et les partisans d'un retour à une base qui ne vote plus socialiste.

Le [«papier de position»](#) du PSS soumis aux délégués au Congrès tenu début décembre à Thoune présente bien la voie moyenne choisie. Objet de ce long texte: préparer l'avènement d'une démocratie économique, dans le respect de l'écologie et de la solidarité. En fait, il s'agit de donner enfin une interprétation officielle de l'option prise en octobre 2010 par le Congrès de Lausanne où les délégués avaient décidé rien moins que la rupture avec le capitalisme.

L'entrée en matière sur ce projet de mise en œuvre, combattue par les *«Realos»* regroupés autour des conseillers aux Etats Pascale Bruderer (AG), Daniel Jositsch (ZH) et Hans Stöckli (BE), a été acceptée à la confortable majorité de 375 voix contre 59. Restait encore à écarter les nombreux amendements inspirés par la Jeunesse socialiste. Ce qui fut fait du premier jusqu'au dernier, non sans quelques incidents de procédure.

Par le choix du [Congrès de Thoune](#), le PSS accepte une

évidence: les classes populaires, qui composent traditionnellement son public cible, ont trouvé d'autres formations censées mieux répondre à leurs préoccupations immédiates, sinon à leurs véritables intérêts. Dès lors, il incombe au PSS de reconnaître, implicitement à tout le moins, qui sont désormais ses électeurs et ses élus, de même que ses *«clients»*: les personnes au bénéfice d'une formation de niveau relativement élevé et disposant d'un revenu qui les situe dans la classe moyenne, voire moyenne supérieure.

Un électorat bien formé

Comme le confirment toutes les études, le niveau de formation influe sur le comportement électoral. Ainsi, les résultats de l'[enquête Selects](#), récemment rappelés par Wolf Linder ([DP 2142](#)), confirment que, lors des élections nationales de 2015, le pourcentage des participants ayant voté socialiste varie en raison directe du niveau de formation: 14% pour l'école obligatoire, 15% pour la formation professionnelle, 21% pour la formation tertiaire. Proportions inverses pour les électeurs de l'UDC: 33%, 43% et 21%. Autant dire que le public cible traditionnel du PS est résolument passé au pôle opposé de l'échiquier politique.

Parmi les facteurs de cette spectaculaire transition de gauche à droite, il y a le sentiment d'insécurité sociale face aux mutations de la société, nettement plus fort chez les personnes ayant un niveau de formation bas ou moyen. Ces dernières déplorent davantage la perte des traditions et redoutent spécialement les mutations trop brusques auxquelles elles craignent de ne pouvoir faire face. De telles peurs sont particulièrement prononcées chez les électeurs de l'UDC, alors que ceux du PS se sentent nettement moins fragiles, comme le relève le [Rapport social 2016](#), centré sur le thème du bien-être.

Quant aux élus socialistes, ils sont, dans leur grande majorité, diplômés d'une haute école. Cela vaut aussi bien pour les membres des Chambres fédérales que pour les gouvernements des cantons et les exécutifs des grandes villes. Dans les parlements cantonaux, la proportion des élus de formation tertiaire tend également à augmenter. Et cela même si les listes socialistes témoignent d'un réel souci de double représentativité, régionale et professionnelle.

Les appels d'un Pierre-Yves Maillard à combattre la prépondérance des *«élites»* n'y changent pas grand-chose. Il

reste en effet probable que les électeurs donnent leur voix à ceux qui relèvent de cette catégorie plutôt qu'à leurs colistiers sans formation tertiaire.

Une classe moyenne enfin analysée

Quelques jours avant le Congrès de Thoune, le PS avait lancé un [Appel](#) à la défense de la classe moyenne, promptement signé par des élus de divers partis, Verts et PLR notamment, responsables en particulier des finances des villes. Le titre donne le ton de l'Appel: Non à l'arnaque de l'imposition des entreprises. A ce jour, quelque 4'300 personnes de professions et d'appartenances très différentes ont apposé leur paraphe numérique au bas de l'Appel.

Mais qui donc appartient à cette classe moyenne dont tout le monde prétend se préoccuper - ce qui ne la met pas à l'abri de tous soucis financiers ni fiscaux?

L'Office fédéral de la statistique vient de publier une [Analyse](#) de la qualité de vie des groupes à revenus moyens en 2013. Il était temps que la recherche se penche enfin sur cette catégorie de la population qui sert de zone tampon entre la précarité et l'aisance, ni pauvre, ni riche, tout juste en mesure dans la plupart des cas de faire face aux obligations personnelles et familiales.

Par rapport à l'ensemble de la population, la classe moyenne

représente une proportion demeurée relativement stable depuis 1998, oscillant entre 57% et 61%. On observe cependant depuis 2009 une tendance au tassement de la classe moyenne (58% en 2013) qui reste pourtant largement majoritaire, avec un accroissement relatif des deux autres groupes de revenus, tant modestes que supérieurs.

Selon la composition du ménage, le revenu brut mensuel déterminant l'appartenance au groupe à revenus moyens varie entre 3'947 francs (seuil inférieur) et 8'457 francs (seuil supérieur) pour une personne vivant seule. Pour un couple avec deux enfants, ces montants sont compris entre 8'288 et 17'760 francs. Pour une personne élevant seule deux enfants, on compte un minimum de 6'315 et un plafond de 13'531 francs.

D'après les résultats de l'enquête *Selects* déjà citée, l'électorat du PSS se compose comme suit: 22% des personnes ayant un revenu inférieur à 4'000 francs par mois, 19% des personnes ayant un revenu compris entre 4'001 et 12'000 francs, et 17% des personnes disposant d'un revenu supérieur à 12'001 francs. A noter que, pour l'UDC, ces trois proportions s'établissent à 32%, à 32% et à 18%.

En clair, l'UDC attire relativement davantage les citoyens ayant de petits et moyens revenus, tandis que le PS connaît une légère

surreprésentation des plus bas revenus comme des plus élevés.

Au total, le vote des classes populaires, plus précisément des électeurs disposant d'un revenu mensuel compris entre 4'000 et 6'000 francs, n'a cessé de se distancer du PS pour glisser massivement vers l'UDC. D'une élection nationale à l'autre, entre 1995 et 2015, le PS a vu sa part baisser de 22% à 17%, tandis que l'UDC a plus que doublé son pouvoir d'attraction sur les citoyens à revenus modestes, passé de 16% à 36%.

A Rudolf Strahm qui pense pouvoir renverser le mouvement par une prise en compte des préoccupations de la base ([DP 2143](#)), [Cédric Wermuth](#), conseiller national et ancien président de la Jeunesse socialiste, a répondu dans le même sens que le Congrès de Thoune: priorité à la participation et à la démocratisation de l'économie.

L'étroite corrélation entre le niveau de formation et celui des revenus d'une part et le comportement électoral d'autre part est un phénomène avéré. Le PS a raison d'en reconnaître avec réalisme l'effet sur la composition de son propre électorat.

Cela n'empêche nullement le parti socialiste de travailler inlassablement pour l'amélioration de la condition et pour la défense des intérêts des citoyens les moins bien lotis. Il doit mener ce combat même si ces citoyens

s'abstiennent souvent de voter ou se prononcent en nombre croissant pour un parti qui ne

se gêne pas de couper dans les aides sociales et les bourses

d'études ni d'affaiblir l'Etat au bénéfice des nantis et des gros contribuables.

RIE III: lucratifs intérêts notionnels, astucieuse «patent box»

Cinquième volet de notre série sur la réforme de l'imposition des entreprises

Jean-Daniel Delley - 16 décembre 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/30627>

Les partisans de la réforme de l'imposition des entreprises promettent à la fois emplois sauvegardés et créés ainsi que prospérité pour le pays. Ils se gardent d'entrer dans le détail des mesures proposées – dont les intitulés restent abscons pour le profane –, trop techniques et peu adaptées à une campagne référendaire. Il vaut d'autant plus la peine d'y regarder de plus près avant le vote du 12 février 2017.

Car, au-delà des slogans, la logique qui préside à ces mesures dévoile les véritables bénéficiaires de cette réforme.

Quand la fiction permet d'occulter la réalité

Ainsi de la déduction des intérêts notionnels. Il s'agit d'intérêts théoriques, fictifs, sur la part du capital qui n'est pas nécessaire à l'activité de l'entreprise. Ces intérêts pourront être déduits du bénéfice, ce qui permettra de réduire l'impôt dû par l'entreprise. La justification de cette déduction d'une somme qui n'a jamais été payée? L'égalité de traitement. Une société qui emprunte a le droit

de déduire de son bénéfice les intérêts payés pour cet emprunt. Il serait donc équitable de permettre à une entreprise qui ne vit que sur ses fonds propres de faire de même. A considérer le résultat de l'opération pour chacun des deux types d'entreprises, on peine à voir où réside l'équité.

Exemple:

bénéfice	100	100
intérêts réels	50	0
bénéfice imposable	50	50 (après déduction)
impôt (20%)	10	10

solde disponible	40	90

Pour comprendre les avantages de cette mesure, il faut savoir qu'en comparaison internationale les entreprises helvétiques sont en moyenne surcapitalisées. Elles attribuent une part importante de leur bénéfice à l'augmentation de leur capital. Les actionnaires engrangent ainsi une plus-value qui, selon le droit fiscal en vigueur, n'est pas imposée, contrairement aux dividendes. Mais cette pratique aboutit tendanciellement à une baisse de la rentabilité du capital (rapport bénéfice/capital). En améliorant le bénéfice disponible, la déduction des intérêts notionnels contrecarre cette tendance et accroît la

valeur boursière de l'entreprise.

La déduction des intérêts notionnels facilite également l'évasion fiscale. Ainsi une maison mère helvétique, pour minimiser sa charge fiscale, transfère vers la Suisse, de préférence vers des cantons à faible taux d'imposition, les bénéfices de ses filiales établies dans des pays à fiscalité élevée. Pour ce faire, elle octroie à ses filiales des prêts à des taux d'intérêt élevés. Le bénéfice de ses filiales baisse et l'imposition de ces dernières également. Celui de la maison mère augmente, mais la déduction des intérêts notionnels conduit à une imposition modérée.

Favoriser l'innovation... surtout fiscale

Le scénario n'est guère différent avec la *patent box*. Cette mesure vise à favoriser les activités de recherche ([Message du Conseil fédéral](#) p. 4641). Les revenus résultant de droits incorporels – licences et brevets notamment – sont réunis dans une *patent box* et soumis à un taux d'imposition

privilegié. *Global+*, le magazine d'alliancesud, la faitière des organisations suisses d'aide au développement, [présente](#) le montage fiscal permettant une telle mesure. Pour réduire les bénéfices de sa filiale établie dans un pays à fiscalité normale mais trop gourmande à son goût, l'entreprise mère lui facture des droits de licence élevés. Elle réunit dans une *patent box* les bénéfices ainsi

réalisés qui seront imposés dans son pays de résidence à taux réduit.

Ces deux mesures, conçues pour préserver l'attractivité fiscale de la Suisse, se substituent au traitement de faveur appliqué jusqu'à présent aux bénéfices réalisés à l'étranger par des sociétés établies dans notre pays. Dans le débat sur RIE III, on parle

beaucoup de sauvegarde des emplois et de l'impact de la réforme sur les finances publiques helvétiques. N'oublions pas l'impact de ces mesures sur les finances publiques des pays en développement. Des mesures qui participent à l'hémorragie des ressources financières des pays du Sud, lesquels perdent un multiple de ce que les pays riches consentent à leur verser sous forme d'aide.

Politique, société et médias: des choix stratégiques s'imposent

En proposant une suppression pure et simple de la redevance, l'initiative No Billag ne répond pas aux enjeux médiatiques de l'ère numérique

François-Xavier Viallon - 18 décembre 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/30638>

La campagne électorale pour la dernière élection présidentielle américaine a suscité de nombreuses réactions, notamment à cause du [rôle joué par Facebook](#) et par Twitter dans la diffusion de l'information et, *in fine*, dans l'issue du scrutin.

Ces médias sociaux se sont retrouvés en porte-à-faux avec plusieurs acteurs: tout d'abord avec les médias traditionnels, car ceux-ci sont progressivement [absorbés par les réseaux sociaux](#) qui récupèrent lecteurs et recettes publicitaires. Ensuite, avec les politiques et les candidats qui n'ont pas utilisé ce canal pour diffuser des [arguments fallacieux](#) à haute dose. Enfin, avec les utilisateurs eux-mêmes, du moins ceux qui

considèrent les réseaux sociaux comme [source d'information encore moins sûre que les médias traditionnels](#): en effet, les médias sociaux distribuent le meilleur et le pire (ce dernier se diffusant mieux) et créent, par les algorithmes employés, une [opacité totale](#) sur le type d'information auquel accèdent les utilisateurs.

La redevance, une garantie de l'indépendance du service public

De [nombreux chercheurs](#), même certains qui se montrent méfiants à l'égard de l'intervention de l'Etat dans l'économie, sont convaincus de l'importance de médias publics pour offrir aux citoyennes et

citoyens des sociétés démocratiques un accès à une information authentique, vérifiée et intègre. Cependant, s'en remettre au service public pour pallier les problèmes décrits peut paraître contradictoire. En effet, les médias publics sont par définition plus proches du pouvoir et de *l'establishment* que les médias privés, ce qui incite à mettre en doute leur indépendance.

La redevance crée une première barrière conférant aux médias publics, mais également privés, une indépendance financière, non seulement vis-à-vis de l'Etat, mais également des publicitaires.

Un apport durable à la démocratie et à la société helvétiques

L'[initiative No Billag](#) visant à abroger la redevance ([DP 2138](#)) soulève en réalité deux questions auxquelles elle ne peut répondre que très partiellement, comme cela est souvent le cas lors des votations.

La première question porte sur la place que nous, contributrices et contributeurs, voulons conférer aux médias publics dans notre société. Supprimer la redevance ou lui substituer partiellement un impôt affaiblirait non seulement de manière indéniable la SSR et les médias régionaux. Cela ferait également perdre à la régie publique son autonomie vis-à-vis de l'Etat, remettant ainsi en cause son indépendance et sa crédibilité.

A l'heure où le débat devrait porter sur la réglementation à appliquer aux réseaux sociaux (voir la [proposition de la chancelière allemande](#) en ce sens), les opposants à la SSR s'efforcent de supprimer un bien public dont ils négligent l'apport autant passé que futur à la démocratie helvétique.

Sans la SSR, le paysage médiatique national satisfaisant aux critères d'authenticité et d'intégrité, tout en étant suffisamment puissant pour survivre à l'ère numérique, serait limité à la NZZ et au *Tages-Anzeiger*, médias presse dont [les jeunes tendent à se détourner](#) et dont

le lectorat n'est pas représentatif de notre société. Ainsi, il faut s'attendre à la perte d'un contre-pouvoir accessible à une large frange de la population (dont les francophones et italophones). De surcroît, cela laisserait le champ libre aux producteurs audio-visuels étrangers.

Un moyen d'accès aux contenus à définir

La seconde question concerne les médias en tant que *moyen d'accès* à l'information, à l'éducation et au divertissement. La convergence des médias ([DP 2140](#)) et les reproches adressés à Facebook et Twitter lors des campagnes politiques récentes constituent un exemple emblématique des changements qui s'opèrent.

Notre mode de «*consommation des médias*» change, et les groupes médiatiques diversifient leurs instruments de diffusion afin de maintenir leur audience. Ainsi, la BBC joue depuis plusieurs années la carte de la maximisation de l'audimat en diffusant une grande partie de sa production sur un ensemble de chaînes [YouTube](#).

Les autres médias publics européens se montrent encore hésitants: la plupart proposent souvent un visionnement en direct de piètre qualité sur leur site internet et limitent la diffusion à la demande à une période de sept jours après la diffusion en direct.

Il existe également des solutions d'agrégation de

contenus en un seul programme, permettant ainsi à l'utilisateur de varier le type (documentaire, information, divertissement) et l'origine du contenu (chaîne suisse ou étrangère, YouTube, radio, etc.), et de visionner celui-ci en direct ou à la demande. En Suisse, la Swisscom TV box est bien connue. Mais il existe aussi des outils non commerciaux, *open source*, comme la [médiathèque Kodi](#).

Kodi présente deux différences majeures par rapport aux canaux de diffusion existants (site web, télévision): contrairement à YouTube ou à la Swisscom box, cet outil n'ajoute pas de la publicité au contenu qu'il reprend. Mais il doit se contenter de diffuser ce que les médias existants veulent bien lui fournir. Ainsi, l'offre médiatique à disposition relève en grande partie d'efforts de particuliers pour regrouper des accès aux contenus que les producteurs veulent bien fournir, et non d'une démarche volontaire de la part des producteurs/diffuseurs. Ces derniers ne semblent pas vraiment y porter d'intérêt, ou privilégient le *statu quo* en protégeant leurs contenus. Ces motifs semblent difficiles à comprendre, si l'on considère la source citoyenne de financement des contenus (pour les médias publics), ou l'audience future (les jeunes).

L'initiative populaire No Billag, en proposant la suppression de la redevance radio/TV, ne fait que relayer les intérêts particuliers de certains médias.

Elle évacue le vrai débat qui

devrait porter sur le rôle du service public et sur les

moyens d'accès à ses contenus.

Pestalozzi dans le contexte des influences intellectuelles et des attentes politiques de son temps

Daniel Tröhler, *Pestalozzi au cœur du «tournant pédagogique»* (traduit par Marianne Enckell), Lausanne, Antipodes, 2016, 155 pages

Pierre Jeanneret - 13 décembre 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/30601>

Johann Heinrich Pestalozzi a fait l'objet de centaines d'ouvrages, dont la plupart relèvent de l'hagiographie. Eminent spécialiste de l'histoire de l'éducation, Daniel Tröhler consacre à ce personnage devenu un véritable mythe un petit [livre](#) très dense et surtout novateur.

La thèse qu'il va démontrer est que Pestalozzi ne fut pas le père fondateur de l'école moderne (sur laquelle il ne développa en fait aucune théorie), ni même véritablement un pédagogue, mais d'abord un patriote et un républicain. Il fut en revanche une figure de proue dans un mouvement culturel né au milieu du 18^e siècle qu'on a qualifié en allemand de «*tournant pédagogique*» ou «*Pädagogisierung der Welt*». Celui-ci voulait gérer les rapports sociaux par l'éducation.

La base en est le développement du commerce et ce que l'auteur nomme «*la capitalisation de la politique*», phénomène qui apparut

d'abord en Angleterre, puis qui se manifesta fortement à Zurich, ville natale de Pestalozzi. L'évolution oligarchique de la cité, liée au développement continu de l'industrie et du commerce, prêta le flanc à de vives critiques. Celles-ci provenaient des partisans d'une république vertueuse, en partie liée au protestantisme. Il fallait sauver Zurich de son déclin moral et de sa chute. Deux personnages importants furent liés à ce mouvement: le théologien Johann Heinrich Füssli, qui deviendra un peintre célèbre, et Johann Caspar Lavater, plus connu comme inventeur de la physiognomonie.

Pestalozzi est né en 1746 dans un milieu plutôt modeste, où il apprit vite la frugalité qu'il allait pratiquer toute sa vie. Il adhéra tôt à la Société politico-morale et historique, composée d'étudiants qui défendaient la thèse critique énoncée ci-dessus. Avec son épouse Anna Schulthess, il mit en pratique l'idée, inspirée de Rousseau, d'une vie morale et vertueuse dans la nature. Ce fut

l'expérience du Neuhof, dans le canton de Berne, où il créa une maison d'éducation et de formation professionnelle pour les pauvres, une œuvre philanthropique qui ne dura que quelques années et fit quasiment faillite. Toute sa vie, ce personnage charismatique montra en revanche de faibles talents d'organisateur et de gestionnaire.

Politiquement, Pestalozzi passa par plusieurs phases. Dans son roman *Léonard et Gertrude* (1781), une idylle paysanne, il défendit l'idée d'une république chrétienne. Puis il se montra favorable à l'absolutisme éclairé, tel que pratiqué notamment par l'empereur Joseph II d'Autriche. Il s'interrogeait sur le meilleur ordre politique possible. Constitution américaine de 1781? Révolution française, dont il salua les débuts mais dont il se détourna à l'époque de la Terreur? Il trouva la réponse finalement dans l'idéalisme allemand de Fichte, inspiré par Luther.

La République helvétique de 1798 raviva en lui l'espoir d'un retour à la république vertueuse et fraternelle du Moyen Age (en partie mythique). On connaît son engagement auprès des orphelins de Stans, suite à la dure répression par les troupes françaises des révoltes catholiques et conservatrices. Il était convaincu que le premier besoin de l'enfant était l'amour. L'accent à Stans était mis sur l'éducation morale. Puis il fut directeur d'un institut d'éducation à Berthoud. C'est là qu'il mit au point sa Méthode, qui allait le rendre célèbre dans l'Europe entière. Le développement cognitif allait de pair avec l'éducation physique et surtout l'éducation morale et religieuse. Il mit aussi en relief la relation entre la mère et l'enfant.

La Municipalité d'Yverdon lui offrit de s'installer dans son château. L'institut ouvrit ses

portes en 1805. Il connut un grand succès initial, avec 165 élèves en 1809, issus de familles aisées de toute l'Europe, avant de connaître la débâcle, due en partie à des dissensions internes. Pestalozzi, épuisé par son travail acharné et se sentant victime d'une profonde ingratitude, mourut en 1827.

Quel fut le destin de ses idées en Europe et en Suisse? Au début du 19e siècle, des souverains s'intéressèrent aux méthodes pédagogiques de Pestalozzi. Comme Fichte l'avait énoncé en 1808 dans ses célèbres *Discours à la nation allemande*, qui allaient dans le sens d'une régénération de l'Allemagne humiliée par les victoires napoléoniennes, il fallait fonder le renouveau de celle-ci sur «une complète modification de ce qu'a été jusqu'à maintenant l'éducation». La Restauration

et son évolution réactionnaire marquèrent une éclipse. Les révolutions libérales de 1830 redonnèrent aux idées de Pestalozzi leur actualité.

«Mais, à vrai dire, le concept de la Méthode, qui envisageait en premier lieu l'éducation à la maison et donc auprès de la mère, ne convenait pas vraiment à l'école moderne», écrit Tröhler. Plutôt qu'à l'application de ses thèses, on assista à la naissance dans toute l'Europe, et même aux Etats-Unis, d'un véritable mythe Pestalozzi.

En Suisse, il servit de lien national. Sans être un pionnier en matière de pédagogie, Heinrich Pestalozzi, qui selon l'anarchiste jurassien James Guillaume «avait apporté un amour passionné des misérables», contribua beaucoup au fait d'interpréter les problèmes sociaux comme des problèmes d'éducation.

Expresso

Cherche désespérément: patron politique pour l'aménagement fribourgeois

A Fribourg, l'aménagement du territoire est une patate chaude refilée à l'un des derniers élus au Conseil d'Etat, seulement pour sa première législature. Réélu, Maurice Ropraz change de département. J.-F. Steiert, nouveau, lui succède. Ce sera le huitième patron de ce dossier en 35 ans.

Une stratégie à moyen et long terme est impossible. Les communes restent maîtresses de leur territoire. On comprend dès lors pourquoi le canton, avec ses vastes zones à bâtir dispersées et sa priorité à la voiture, ne donne pas l'exemple. | Michel Rey | 17.12.2016

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Réalisme socialiste

http://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/schlussdokumentation_wide_def_f.pdf
<http://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/ein-bisschen-klassenkampf/story/27724317>
<http://forscenter.ch/wp-content/uploads/2013/10/Selects-2015-Brochure-FR1.pdf>
<http://www.domainepublic.ch/articles/30289>
<https://seismoverlag.ch/fr/daten/rapport-social-2016-bien-etre/>
<http://appel-classe-moyenne.ch/>
<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/bien-tre-pauvrete/classe-moyenne.assetdetail.1000201.html>
<http://www.domainepublic.ch/articles/30351>
<http://cedricwermuth.ch/sind-wir-eigentlich-bescheuert-eine-antwort-an-ruedi-strahm/>

RIE III: lucratifs intérêts notionnels, astucieuse «patent box»

<http://www.domainepublic.ch/wp-content/uploads/exemple-14.png>
<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2015/4613.pdf>
http://alliancesud.ch/fr/publications/globalplus/Global-_58_F_2015_4.pdf

Politique, société et médias: des choix stratégiques s'imposent

<https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/nov/14/fake-news-donald-trump-election-alt-right-social-media-tech-companies>
<http://www.courrierinternational.com/article/medias-comment-le-numerique-ebranle-notre-rapport-la-verite>
<http://www.courrierinternational.com/article/victoire-de-trump-la-faute-aux-medias>
<http://www.tns-sofres.com/publications/barometre-2016-de-confiance-des-francais-dans-les-media>
http://www.cjr.org/analysis/facebook_and_media.php
<https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/publication/there-still-place-public-service-television>
<https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis454.html>
<http://www.domainepublic.ch/articles/30101>
<http://www.zeit.de/politik/deutschland/2016-11/bundestag-angela-merkel-regierungserklaerung-fake-news>
<https://www.mediapulse.ch/de/tv/publikationen/jahresbericht.html>
<http://www.domainepublic.ch/articles/30224>
<https://www.youtube.com/user/BBC>
<https://kodi.tv/about/>

Pestalozzi dans le contexte des influences intellectuelles et des attentes politiques de son temps

<http://www.antipodes.ch/collections/histoire-moderne/pestalozzi-detail>

Espresso